

Lina Murr Nehmé et Michel Fayad

- Iran : Dans le silence, durcissement de la répression et contestation malgré tout

[La Nouvelle Revue Politique](#)

Le mouvement de contestation en Iran a diminué avec l'annonce, par le président Trump, qu'il n'y avait plus lieu d'intervenir car le régime avait cessé le massacre. Mais les manifestations se poursuivent malgré le désespoir et malgré le black-out.

La guerre de 2025 a provoqué des manifestations importantes, suite à des milliers d'arrestations, et à des exécutions en très grand nombre.

Parallèlement, les sanctions économiques imposées par les Américains se poursuivaient, entraînant un appauvrissement terrible de la population. Le rial s'était effondré, l'inflation était galopante. Ajouté à cela, une sécheresse inhabituelle sévissait – sécheresse que le régime, sans rire, attribua aux Israéliens. L'accusation ne sembla pas convaincre la population, puisque les manifestations commencèrent en décembre 2025, et tendirent peu à peu vers l'insurrection[1].

Le régime répondit par une répression sans précédent et une coupure massive des communications numériques. Malgré cela, la contestation se poursuivit et augmenta même en intensité, avec des appels directs à la fin de la République islamique, des slogans antireligieux, et l'incendie de centaines de mosquées.

Nous avons dit dans un autre article que le pouvoir montrait des signes de tension interne avec des risques de coup d'État militaire[2]. Parallèlement,

la pression diplomatique internationale s'intensifia, et la répression fut de plus en plus massive et systématique. Le régime iranien faisait tirer à balles réelles sur les manifestants, comme le rapportaient des journalistes et des militants, et comme le montraient aussi des vidéos vérifiées.

Quand le président Trump déclara que le régime avait cessé les massacres, et donc, qu'il n'y avait plus lieu d'intervenir contre lui, une vague de désespoir se répandit chez les manifestants qui espéraient dans leur majorité, une intervention américaine. L'ampleur des protestations diminua. Pourtant, les manifestations ne s'arrêtèrent pas. Elles prirent même une dimension politique, avec des appels directs à la fin de la République islamique. Les incendies de mosquées, emblème d'un régime théocratique, se multiplièrent.

Le nombre de manifestants tués ou arrêtés est devenu trop grand pour pouvoir être nié par le gouvernement. Les chiffres qui nous parviennent ne peuvent être vérifiés, et d'ailleurs ils varient considérablement selon les sources. Mais le nombre de morts sera nécessairement très élevé, car les exécutions sont très nombreuses et se font généralement sans procès.

Voici un résumé des événements :

Le mouvement a été déclenché fin décembre 2025 par une grande crise sociale et économique due à l'appauprissement causé par les sanctions économiques imposées par les Américains. Le rial s'était effondré, l'inflation était galopante, et la sécheresse avait atteint un seuil inquiétant. Le régime, tout naturellement, l'attribua aux Israéliens. Mais l'accusation ne convainquit pas la population, et les manifestations tendirent peu à peu vers l'insurrection[3].

Les autorités ont déployé un dispositif sécuritaire exceptionnel dans de nombreuses villes, notamment à Téhéran, Rasht, Qom, Karaj, Ahvaz, Dezful, Babol ou encore Izeh. Checkpoints étendus et contrôles des

communications téléphoniques permettent des arrestations préventives.

Les bilans humains varient fortement. Certaines sources militantes évoquent plusieurs dizaines de milliers de morts depuis le début des troubles. D'autres sources parlent de milliers de morts[4].

En l'absence d'accès indépendant au terrain, certaines de ces informations restent difficiles à vérifier. Il est cependant certain que la situation humanitaire s'aggrave rapidement, surtout que les forces de sécurité débarquent dans certains hôpitaux pour y tuer des blessés, ou les arrêter pour les faire pendre. La plupart des manifestants n'osent plus aller à l'hôpital se faire soigner s'ils sont blessés. Des maisons se transforment en hôpitaux improvisés ; mais la police des mollahs peut l'apprendre et débarquer, et tuer patients et soignants.

Des milliers d'arrestations ont eu lieu, et la plupart des inculpés seront tués : les autorités ont annoncé un traitement accéléré des dossiers liés aux troubles, avec la possibilité, pour elles, de tuer rapidement le plus de monde possible en accusant les manifestants d'être les ennemis de l'islam. Car en brûlant les mosquées, en insultant des symboles de la religion chiite, en lançant des slogans contestant la suprématie de Khamenei qui serait le délégué du mahdi à venir (censé donc être infaillible), les manifestants sont accusés de combattre la religion, et donc, d'être des apostats. Or d'après Khomeiny, n'importe qui peut et doit tuer un apostat, et il n'a pas besoin de l'autorisation de l'imam pour le faire[5]. D'où cette masse de liquidations extrajudiciaires que le régime justifie par ses propres lois. Il espère qu'en allant aussi vite en besogne, il pourra étouffer le mouvement par l'ampleur de la répression, et instaurer une terreur qui ôtera des esprits l'idée de nouvelle rébellion dans le futur.

Une contestation qui se transforme

La répression, frappant dans les grandes villes et y maintenant une forte présence militaire, notamment à Téhéran, a fait reculer les grandes manifestations en journée, qui avaient été si impressionnantes au début de janvier[6]. Maintenant la mobilisation s'est réorganisée sous des formes plus diffuses et décentralisées. Les slogans monarchistes se poursuivent, et les slogans hostiles au Guide suprême sont régulièrement scandés depuis les toits ou lors de rassemblements nocturnes, rendant la contestation plus difficile à contenir.

Des actes de sabotage ciblent ainsi des symboles du pouvoir, et des affrontements sporadiques ont lieu dans certaines zones rurales ou périphériques. Le mouvement touche désormais une diversité de régions et de groupes ethniques, y compris des villes religieusement sensibles comme Qom ou Mashhad. Ceci peut faire très mal au régime, car elles en sont le bastion.

Dans ce contexte, Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran, s'impose de plus en plus, aux yeux d'une grande partie des manifestants, comme une figure de référence[7] et comme l'acteur potentiel de la transition. Car il a annoncé qu'il ne venait pas pour régner, mais pour rendre des élections libres possibles. Car les slogans favorables à une restauration monarchique ne font pas l'unanimité au sein du mouvement de contestation contre la République islamique. La diaspora iranienne organise en effet de grandes manifestations en Amérique du Nord et en Europe, appelant à un soutien international accru en faveur de l'Iran.

Réactions internationales prudentes mais croissantes

Les États-Unis ont multiplié les déclarations de condamnation. Donald Trump a évoqué publiquement de possibles mesures de pression supplémentaires frappant le régime si la répression se poursuivait, sans

annoncer d'intervention directe[8]. Plusieurs pays occidentaux ont renforcé leurs attaques contre le régime, tandis que certaines instances internationales ont pris leurs distances avec les représentants iraniens.

Des appels se multiplient en Europe pour que le CGRI (Corps des gardiens de la révolution islamique), principal instrument armé du pouvoir, soit classé comme organisation terroriste. Les États de la région, en revanche, restent largement silencieux, par crainte d'une déstabilisation régionale. L'Iran conserve en effet une capacité de nuisance directe et indirecte considérable, dont les États arabes mesurent pleinement les implications.

Ainsi, l'Arabie saoudite redoute une combinaison de scénarios à haut risque : frappes contre les bases militaires américaines présentes sur son territoire, activation de la minorité chiite dans la province orientale (où se concentrent les infrastructures pétrolières du royaume) et reprise d'une escalade militaire des Houthis contre ses installations énergétiques. Pour Riyad, toute confrontation ouverte, même indirecte, ferait peser une menace majeure sur sa stabilité interne et sur la sécurité énergétique mondiale.

Le Qatar se trouve, quant à lui, dans une situation de vulnérabilité quasi existentielle. L'État serait paralysé par toute attaque visant ses installations de liquéfaction du gaz ou ses usines de dessalement de l'eau de mer. Dans ce contexte, toute prise de position publique hostile à Téhéran est perçue comme un pari disproportionné, aux conséquences potentiellement catastrophiques.

À ces considérations s'ajoute le réchauffement diplomatique récent entre l'Iran et plusieurs capitales arabes, à commencer par Riyad. Cet équilibre est précaire, et peut-être même éphémère. Mais il est certainement préférable aux guerres par procuration qui ont sévi auparavant, et durant des années, causant des décennies de de au Yémen, en Syrie, en Irak ou au

Liban. En effet, l'Iran n'était pas seul à combattre au Liban. L'Arabie Saoudite le faisait aussi en finançant des groupes djihadistes formés de Palestiniens, de Syriens, de Saoudiens et autres, ajoutés aux Libanais qui pouvaient se recruter sur place, et en déversant tellement d'armes sur eux qu'ils devenaient plus puissants que l'armée libanaise – dont on ne réalise pas les exploits en Occident quand elle vainquait, par exemple, le Fatah-el-Islam palestinien en 2007, ou les groupes islamistes issus des Frères Musulmans dans les années 1990-2000, ou Daesh (l'État islamique) lors de l'opération « l'Aube des Jurds » dans le Qalamoun en 2017, après la victoire du Hezbollah sur al-Nosra à Ersal. Idem au Yémen, où les Émirats et l'Arabie Saoudite finançaient des factions, dont Daesh, et bombardaien les Houthis, ciblant les civils, tandis que l'Iran finançait ces mêmes Houthis mais ne se mouillait pas par des bombardements directs. En Syrie et en Irak, les mêmes se combattaient aussi par proxy.

Maintenant, la région semble traverser une phase de fatigue stratégique, où le désir de désescalade l'emporte sur l'affrontement idéologique.

Pour ces raisons et d'autres, les pays arabes du Golfe privilégient aujourd'hui une forme de stabilité parfois cynique. Les principes qu'ils invoquent pour la cause palestinienne – droits des peuples, solidarité, autodétermination... – sont ici relégués au second plan, au profit d'une priorité jugée supérieure : préserver les équilibres existants, fût-ce au prix du silence.

Fragilités internes et scénarios possibles

La crise que traverse l'Iran exacerbe les tensions internes qui secouent l'appareil d'État depuis longtemps. Elles étaient cachées, elles commencent à se montrer. Il y a de nombreuses spéculations sur l'état de santé du Guide suprême et sur d'éventuels scénarios, notamment une prise de pouvoir par les Gardiens de la Révolution[9].

L'économie iranienne, lourdement affaiblie, accentue la vulnérabilité structurelle du régime, tandis que les mobilisations pro-gouvernementales organisées par l'État peinent à masquer l'ampleur du mécontentement social.

L'Iran se trouve à un moment charnière. Si la répression a temporairement réduit la visibilité de la contestation dans les grands centres urbains, les causes structurelles du soulèvement demeurent intactes. Plusieurs issues semblent possibles. Il pourrait y avoir un enlisement autoritaire, ou une recomposition interne du pouvoir, ou encore, un effondrement progressif du système.

La réponse internationale est encore largement déclaratoire. Quelle qu'elle soit dans le futur proche, elle jouera un rôle déterminant dans l'évolution de la crise.

Au-delà des équilibres géopolitiques, la situation pose une question centrale : celle de la capacité de la communauté internationale à répondre de manière cohérente à une contestation populaire confrontée à une répression sévère.

Car l'exemple de l'Iran va, sans nul doute, faire école.

Notes

- [1] Lire notre article du 2 janvier 2026 :
<https://nouvellerevuepolitique.fr/lena-murr-nehme-et-michel-fayad-vers-leffondrement-de-la-republique-islamique-diran/>
- [2] <https://atlantico.fr/article/decryptage/iran-vers-un-coup-d-etat-militaire-pour-tenter-de-sauver-ce-qui-peut-l-etre-du-regime-islamiste-lena-murr-nehme-michel-fayad>
- [3] Lire notre article du 2 janvier 2026 :
<https://nouvellerevuepolitique.fr/lena-murr-nehme-et-michel-fayad->

[vers-leffondrement-de-la-republique-islamique-diran/](https://nouvellerevuepolitique.fr/vers-leffondrement-de-la-republique-islamique-diran/)

- [4] <https://nouvellerevuepolitique.fr/linamurrnehme-et-michel-fayad-iran-un-pouvoir-de-plus-en-plus-fragilise-mais-de-plus-en-plus-repressif/>
- [5] Lire la fatwa et sa traduction dans : Lina Murr Nehmé, *Fatwas et Caricatures*, Salvator 2015, p. 10.
- [6] <https://nouvellerevuepolitique.fr/linamurrnehme-et-michel-fayad-de-teheran-aux-provinces-le-regime-vacille-2/>
- [7] <https://nouvellerevuepolitique.fr/linamurrnehme-et-michel-fayad-iran-un-pouvoir-de-plus-en-plus-fragilise-mais-de-plus-en-plus-repressif/>
- [8] <https://nouvellerevuepolitique.fr/linamurrnehme-et-michel-fayad-vers-leffondrement-de-la-republique-islamique-diran/>
- [9] Voir notre article du 9 janvier 2026 où nous avons étudié cette éventualité. <https://atlantico.fr/article/decryptage/iran-vers-un-coup-d-etat-militaire-pour-tenter-de-sauver-ce-qui-peut-l-etre-du-regime-islamiste-lina-murr-nehme-michel-fayad>